

---

fréquemment dans mes entretiens avec les dirigeants européens. Les forces classiques du Pacte de Varsovie étant nettement supérieures à celles de l'OTAN, on craint en Europe de l'Ouest que les pays du Pacte ne soient tentés de miser sur cette supériorité pour risquer une attaque. Les dirigeants occidentaux seraient alors acculés à un dilemme cornélien : ou bien accepter la défaite, ou bien être les premiers à déclencher une horrible guerre nucléaire.

Et tant que ce déséquilibre persistera, le risque d'un recours aux armes atomiques demeurera présent. C'est pourquoi nous affirmons que le seuil nucléaire est trop bas en Europe. Et, bien sûr, personne ne saurait être certain que l'utilisation d'armes atomiques sur le vieux continent ne mènerait pas à des représailles nucléaires de plus en plus massives à l'échelle internationale. Nous croyons donc que la meilleure façon de relever le seuil nucléaire, de rendre l'emploi des armes atomiques moins probable, moins proche, moins tentant, est d'établir un équilibre plus raisonnable entre les forces classiques alignées de part et d'autre.

Comment, dès lors, réaliser cet équilibre ? Voilà la question à laquelle tente de répondre le troisième élément de mon programme.

La solution simple mais coûteuse serait d'augmenter les forces classiques des pays de l'Ouest jusqu'à ce qu'elles rejoignent celles du Pacte de Varsovie. Ce serait, bien sûr, un pis-aller. Car la façon la plus intelligente de procéder serait que les deux camps réduisent leurs forces classiques à des niveaux mutuellement acceptables. C'est précisément cet objectif que nous poursuivons depuis dix ans dans le cadre des négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces, qui se déroulent à Vienne. Or, les choses avancent à un rythme beaucoup trop lent, et il reste des questions cruciales à trancher. C'est pourquoi j'ai exploré avec mes interlocuteurs les moyens de débloquer les négociations de Vienne en leur imprimant un vigoureux élan politique.

Il faut aussi savoir, à ce propos, qu'une autre négociation s'ouvrira à Stockholm bientôt, en janvier. Son seul titre de « Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe » indique la complexité des problèmes auxquels elle s'attaque. Il importe d'éviter, dès le départ que cette conférence ne s'enlise dans les disputes de procédure ou le jargon technique. Il ne faut pas, autrement dit, que cette conférence sur le désarmement en Europe, à laquelle les pays attachent tellement d'importance, parte sur une voie qui sera celle de Vienne où, comme je viens de le dire, nous discutons depuis dix ans sans vraiment en arriver à un accord. J'ai donc proposé qu'on examine les avantages d'une présence politique à un haut niveau dès l'ouverture des discussions à Stockholm. Vous le voyez, il s'agit toujours de la troisième voie, celle qui dit qu'il faut injecter la volonté politique, la présence des hommes politiques, dans ces bécotements qui sont devenus des débats entre des techniciens, entre des peseurs d'équilibre, entre des comptables d'armes, et où on se perd dans les ergoteries de la technique plutôt que de vraiment donner une poussée, une impulsion politique, celle de la troisième voie.

Finalement, le quatrième élément de mon programme est lié à cette stratégie de l'asphyxie que j'ai proposée pour la première fois lors de la session extraordinaire des Nations unies sur le désarmement, en 1978. Cette stratégie, dont la mise en œuvre requiert et réclame toujours l'appui des cinq puissances nucléaires, doit être raffinée pour tenir compte des progrès de la technologie. Les mesures de contrôle

---